

HUMAN RIGHTS WATCH

1630 Connecticut Ave. NW #500
Washington, DC 20009
Phone: 202-612-4321
Fax: 202-612-4333
E-mail: hrwdc@hrw.org
Website: <http://www.hrw.org>

MIDDLE EAST AND NORTH AFRICA DIVISION

Hanny Megally
Executive Director
Joe Stork
Washington Director
Eric Goldstein
Research Director
Hania Mufti
London Office Director
Virginia N. Sherry
Associate Director
Elahé Sharifpour-Hicks
Miranda Sissons
Researchers
Mohamed Abdel Dayem
Leila Hull
Associates

ADVISORY COMMITTEE

Lisa Anderson
Gary G. Sick
Co-Chairs
Bruce Rabb
Vice Chair
Khaled Abou El-Fadl
Shaul Bakhash
Richard Bartlett
M. Cherif Bassiouni
Martin Blumenthal
Paul Chevigny
Helena Cobban
Edith Everett
Mansour Farhang
Christopher E. George
Rita E. Hauser
Rev. J. Bryan Hehir
Edy Kaufman
Marina Pinto Kaufman
Samir Khalaf
Judith Kipper
Ann M. Lesch
Robert Malley
Stephen P. Marks
Rolando Matalon
Philip Mattar
Sheila Nemazee
Jane Schaller
Jean-Francois Seznec
Charles Shamas
Sanford Solender
Shibley Telhami
Mustapha Thilli
Napoleon B. Williams, Jr.
James J. Zogby

HUMAN RIGHTS WATCH

Kenneth Roth
Executive Director
Michele Alexander
Development and Outreach Director
Carroll Bogert
Communications Director
Steve Crawshaw
London Director
John T. Green
Operations Director
Barbara Guglielmo
Finance Director
Lotte Leicht
Brussels Office Director
Iain Levine
Program Director
Tom Malinowski
Washington Advocacy Director
Rory Mungoven
Advocacy Director
Maria Pignataro Nielsen
Human Resources Director
Dinah PoKempner
General Counsel
Wilder Taylor
Legal and Policy Director
Joanna Weschler
UN Representative
Jonathan Fanton
Chair

Appendix 2

*Letter from Human Rights Watch to
Algeria's Minister of Justice, informing him
of the preparation of this report and
soliciting information for inclusion in the
report.*



Le 16 mai 2002

M. Ahmed Ouyahia
Ministre de la Justice
Ministère de la Justice
8 pl. Bir Hakem, El-Biar
Alger, Algérie

Par télécopie au 213.21.92.21.95

Monsieur le Ministre :

Par la présente, Human Rights Watch tient à vous informer qu'un rapport sur l'Algérie est en cours d'élaboration. A ce sujet, nous souhaiterions solliciter votre bienveillante collaboration en matière de collecte d'informations à y inclure, afin que le rapport intègre le point de vue des autorités algériennes.

Ce rapport aura pour objet les milliers de cas déclarés de personnes « disparues » ou « enlevées » durant les années 90, attribués aux membres des services de sécurité ou aux membres des groupes armés. Ce rapport viendra compléter celui déjà publié par HRW, à ce sujet, en 1998 (en ligne en anglais à <http://www.hrw.org/reports98/algeria2>, et en arabe à <http://www.hrw.org/arabic/reports/2002/alg98-1.htm>).

Le rapport que nous préparons examine plus particulièrement l'ensemble des démarches entreprises par les autorités algériennes, ces dernières années, pour éclaircir ces cas de « disparitions » et d'enlèvements afin de venir en aide aux familles qui recherchent leurs parents enlevés. Nous avons l'intention, dans la mesure du possible, d'intégrer les informations complémentaires reçues de votre part avant le 27 juin 2002.

Nous aurions, certes, préféré avoir l'honneur de rencontrer les responsables appropriés afin de nous entretenir directement avec eux à ce sujet. Notre organisation, Human Rights Watch, a déposé, le 21 décembre 2000, une demande officielle auprès de l'Ambassadeur, Idriss Jazairy, à Washington afin d'être

autorisée à mener ses recherches sur place, en Algérie. Depuis lors, cette demande a été réitérée plusieurs fois mais elle est malheureusement demeurée sans réponse. Le refus d'accorder des visas à nos chercheurs nous semble contraire aux engagements des autorités algériennes, notamment ceux exprimés par vous-même et d'autres responsables en mai 2000, lorsque vous avez accueilli notre délégation – la dernière autorisée à se rendre en Algérie – et selon lesquels le gouvernement souhaitait entretenir des relations constructives et régulières avec HRW.

En tout état de cause, nous restons à votre disposition pour venir rencontrer les responsables chargés de ce dossier et débattre, non seulement de la question des personnes « disparues » ou enlevées, mais également de tout autre sujet relatif aux droits de l'Homme.

Afin d'assurer que seules des informations complètes seront incluses dans notre rapport, nous vous serions reconnaissants de bien vouloir répondre aux questions suivantes :

1. La liste des cas déjà fournie par le Ministère de la Justice à Human Rights Watch. Lors de notre visite en mai 2000, des responsables du Ministère de la Justice ont présenté à notre délégation une liste contenant des cas de personnes soi-disant portées « disparues », mais dont le sort avait pu être élucidé par vos soins. Bien que les autorités aient refusé de nous remettre cette liste en main propre, l'un des membres de notre délégation a été autorisé à la recopier partiellement (veuillez trouver cette copie ci-jointe, en Annexe 1).

La liste nous a été présentée comme la preuve que de nombreux cas de « disparitions » étaient soit mal-qualifiés, soit déjà élucidés par les autorités. En principe, cette liste aurait dû nous permettre de contacter les familles des personnes identifiées afin de confirmer la localisation de leurs proches. Or, l'information reçue ce jour-là s'est révélée impossible à exploiter.

En effet, la liste fournit très peu d'informations sur chaque cas. Selon les ONG que nous avons consultées, aucun des noms présents sur notre liste ne correspondait aux cas de disparus qu'elles avaient elles-mêmes identifiés, à une exception possible.

Nous vous prions donc de nous communiquer une liste nominative des cas éclaircis, comprenant des détails vérifiables tel que : l'adresse et la date de naissance de ces personnes ainsi que leur statut juridique ; pour celles qui ont été arrêtées, les informations sur le lieu, la date et les motifs de leur incarcération ; pour celles qui sont décédées, le lieu, les circonstances et la date du décès.

2. Actualisation de l'information portant sur les cas cités dans le rapport de Human Rights Watch de 1998. Dans notre prochain rapport, nous souhaitons mettre à jour les informations produites au sujet des douze cas de « disparitions » présentés dans notre rapport de février 1998, intitulé « Ni parmi les morts, ni parmi les vivants ». Veuillez trouver ci-joint les pages de ce rapport qui présentent les douze cas suivants : Amine Amrouche, Aziz Bouabdallah, Ali Lakhdar Chaouche, Djamil Chihoub, Mourad Chihoub, Djamel Fahassi, Mohammed al-Hedi Hamidi, Mostafa Houari, Mourad Ouchefoune, Hedi Saibi, Abderrahmane Yemeni et Allaoua Ziou (Annexe 2).

Avant de vous adresser cette lettre, nous avons tenté de prendre contact avec les parents de chaque personne citée dans cette liste. Pour les cas où nous avons réussi à joindre des proches de la personne disparue, aucun progrès n'avait été enregistré quant à l'élucidation du sort réservé à cette personne. Si

vous avez pu constater une évolution dans l'un ou l'autre de ces cas, veuillez avoir l'obligeance de bien vouloir nous en informer.

3. Élaboration des statistiques officielles concernant les cas de disparitions « éclaircis ». Nous souhaitons également obtenir davantage d'explications concernant les statistiques sur les disparitions, fournies à maintes reprises par les autorités algériennes. Par exemple, en mai 2001, vous auriez informé la parlementaire européenne, Mme Hélène Flautre, dont le rapport a été publié en juin 2001, que :

« des guichets d'accueil des familles ont été ouverts dans les daïras [sous-préfectures] : 3000 affaires ont été traitées par la justice : la clarté a été établie sur 1000 cas :

833 étaient des maquisards,

93 ont été abattus,

82 sont détenus,

74 sont rentrés chez eux,

7 repentis bénéficient de la concorde civile... »

(Voir le rapport de la parlementaire européenne, Mme Hélène Flautre, page 11 ci-jointe, Annexe 3).

Cependant, le 10 mai 2001 – soit au cours du même mois où vous avez transmis ces chiffres à la parlementaire, Mme Flautre -- M. le Ministre de l'Intérieur, Yazid Zerhouni, aurait fourni les informations suivantes à l'Assemblée nationale populaire, suite à une interpellation par un groupe de députés :

« A la date du 31 mars 2001, le nombre global de personnes déclarées disparues au niveau des bureaux d'accueil de wilaya est de 4 880. À la même date, le Ministère de l'Intérieur a notifié par le biais des mêmes bureaux d'accueil, des réponses qui sont de plusieurs ordres et se présentent essentiellement comme suit :

« Personnes recherchées par les forces de sécurité pour actes criminels : 884 (la justice a d'ailleurs été saisie sur ces cas selon la procédure réglementaire en vigueur) ;

Personnes abattues lors d'accrochages avec les services de sécurité : 33 ;

Personnes tuées par les groupes terroristes : 11 ;

Personnes condamnées par la justice et actuellement incarcérées : 07 ;

Personnes présentées devant la justice et libérées : 09 ;

Personnes relâchées après enquêtes : 27 ;

Personnes retrouvées à leur domicile : 07.

« Pour tous les cas signalés et non encore résolus, je réaffirme ici même, devant les membres de cette honorable assemblée, que les recherches demeurent en cours et que les résultats seront portés à la connaissance des familles concernées et de l'opinion, dès l'aboutissement des investigations. »

Plus récemment, selon le quotidien *El-Moudjahid* du 11 mars 2002, vous avez déclaré, dans une interview diffusée la veille, sur la radio nationale, Chaîne 1, que le nombre de dossiers de disparus déclarés par les familles variait entre 3 200 et 3 300, que les recherches avaient permis d'établir que 600 personnes activaient au sein des groupes terroristes et que des procès-verbaux montraient que parmi ces derniers, certains avaient été tués lors d'accrochages avec les forces de sécurité. Toujours selon *El-*

Moudjahid, vous avez affirmé, dans le même contexte, que sept personnes avaient rejoint leurs familles dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de concorde civile et que 70 autres, considérées « disparues » par leurs familles, étaient en fait emprisonnées et avaient pu être identifiées.

En ce qui concerne ces statistiques, nous vous serions reconnaissants de bien vouloir expliquer les divergences apparentes entre les statistiques avancées par vous-même et celles du Ministre de l'Intérieur. Par exemple, vous avez évoqué le chiffre de 93 personnes « abattues » alors que votre confrère a parlé de 33 personnes « abattues lors d'accrochages avec les services de sécurité » et de 11 tuées par les groupes terroristes. Autre exemple, vous avez affirmé que 82 des personnes dites « disparues » étaient en fait détenues tandis que votre confrère a cité le chiffre de 7 personnes incarcérées.

Nous vous serions également reconnaissants d'expliquer les divergences apparentes entre les statistiques avancées par vous-même, en mai 2001 et celles de mars 2002. En mai 2001, vous avez affirmé que parmi les cas éclaircis, 833 soi-disant « disparus » « étaient des maquisards. » Dix mois plus tard, vous auriez affirmé que 600 activaient au sein des groupes terroristes. Comment s'explique cette réduction de votre estimation du nombre de personnes impliquées dans des groupes armés ? Les autorités ont-elles, à l'époque, informé de leurs conclusions les familles de ces 833 personnes ? A-t-on révisé les conclusions à l'encontre des quelques 233 personnes qui ne figurent plus sur la liste et qui auraient rejoint les maquisards ?

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir approfondir et mettre à jour ces informations statistiques que vous avez fournies en mai 2001 et en mars 2002 et de préciser si, pour chaque cas « éclairci », les parents de la personne concernée ont été notifiés des résultats de votre enquête. Afin que ces informations soient vérifiables, la liste des cas « éclaircis » devrait inclure les noms des personnes concernées, l'adresse de leur domicile, leur date de naissance, leur statut juridique et la date à laquelle leurs parents ont été informés des résultats de votre enquête. Pour celles qui ont été arrêtées, nous souhaiterions recevoir des éclaircissements sur le lieu, la date et les motifs de leur incarcération ; pour celles qui sont décédées, le lieu, les circonstances et la date du décès.

Le rôle de la justice algérienne dans la résolution des cas de disparitions. M. le Président Abdelaziz Bouteflika a déclaré, lors d'une interview avec la revue américaine *Middle East Insight*, "La justice algérienne mettra tout en œuvre, dans le cadre de la loi, pour chercher des solutions aux cas pour lesquels sont disponibles une information complète et des preuves vérifiées." Le Ministre de l'Intérieur, Yazid Zerhouni, aurait affirmé, en réponse à l'interpellation des députés citée ci-dessus, « Au plan judiciaire en effet, l'ensemble des plaintes sur ce sujet ont été reçues, recensées et ont donné systématiquement lieu à ouverture d'enquêtes judiciaires.»

Dans des centaines de cas, et dans plusieurs juridictions à travers le pays, les parents des personnes portées disparues ont porté plainte auprès du Parquet ou des juges d'instruction pour « détention illégale » ou « enlèvement », selon les articles 291 et 292 du Code pénal. (La « disparition forcée » n'existe pas en droit national.) Néanmoins, selon plusieurs avocats qui se sont constitués pour les parents des « disparus », il n'existe jusqu'à présent aucune plainte ayant abouti à la localisation des personnes « disparues » ou à l'inculpation des membres des forces de sécurité qui seraient responsables de leur enlèvement. Soit les plaignants ne reçoivent aucune réponse du procureur ou du magistrat, soit ils reçoivent une ordonnance de non-lieu.

Selon les avocats, même dans les cas où les plaintes identifient des témoins capables de témoigner de l'acte d'enlèvement de la personne concernée, ces témoins ne sont que rarement convoqués à comparaître. Nous citons trois cas, à titre d'exemples :

« Disparition » de Mabrouk Boundaoui, le 4 avril 1995, à Bourj Zemoura, wilaya de Bourj bou Arreridj. Sa femme, Mme Baya Ben Azouaou, a porté plainte devant le juge d'instruction de Bourj bou Arreridj. Dans sa plainte, Mme Ben Azouaou prétend que des témoins ont vu des membres de la garde communale intercepter son mari sur la voie publique et l'emmener de force, dans une voiture Mazda. Le juge a entendu Mme Ben Azouaou mais au lieu de convoquer les responsables de la garde communale de la région concernée, il a ordonné un non-lieu prétextant que les auteurs de l'enlèvement étaient inconnus. La Chambre d'accusation a confirmé le non-lieu, le 20 décembre 1999.

Jaâfar Ousrir, né le 30 août 1978, a « disparu » le 6 mai 1997, à Ouled Slama, wilaya de Blida. Deux témoins de son enlèvement, les nommés Saliha Aïdani et Guessoum Bouhadjar, ont déclaré sur l'honneur que des membres des services de sécurité, en uniforme, avaient arrêté M. Ousrir dans le quartier où il habite. Une plainte a été déposée auprès du juge d'instruction de Boufarik, en 1999. Pourtant, selon l'avocat de la famille, le juge d'instruction n'a convoqué ni les témoins, ni les forces de l'ordre. La Chambre d'accusation a confirmé le non-lieu, prétextant que les auteurs étaient inconnus.

« Disparition » de Miloud Grine, le 9 janvier 1995, à el-Biar, wilaya d'Alger. La mère de M. Grine, Mme Khedija Maghraoui, était présente lorsque des membres des services de sécurité en uniforme l'ont enlevé à son domicile. Mme Maghraoui a déposé une plainte, en 1999, auprès du juge d'instruction à Birmourad Raïs. Elle a déclaré devant le juge que les auteurs portaient l'uniforme de l'armée nationale populaire (ANP). Le 18 novembre 1999, le juge a ordonné un non-lieu, annonçant que « l'instruction n'a pas abouti à un résultat portant sur les conditions de l'enlèvement et la séquestration » de M. Grine. La Chambre d'accusation de la Cour d'Alger a confirmé le non-lieu, le 11 janvier 2000. Un pourvoi auprès de la Cour Suprême a été rejeté le 27 février 2001.

Pourriez-vous nous fournir des informations concrètes concernant la contribution de la justice algérienne aux efforts menés pour localiser les personnes « disparues » et pour identifier les personnes responsables de leur enlèvement, en citant des cas précis ?

La contribution des procédures administratives établies pour résoudre les cas de disparitions.

Nous souhaiterions recevoir des éclaircissements sur les procédures administratives existantes concernant le dépôt de plaintes pour disparitions. Le gouvernement a annoncé l'ouverture, en septembre 1998, de bureaux dans chaque wilaya afin d'y recevoir les personnes cherchant des explications sur la disparition de leur proche. Selon la presse algérienne, ces bureaux auraient fermé leurs portes en 1999. Cependant, le Ministre de l'Intérieur a déclaré, dans sa réponse à l'interpellation citée ci-dessus que ce dispositif « n'a jamais cessé de fonctionner un seul instant depuis sa mise en place » et qu'il est « la continuation logique de l'action que les pouvoirs publics n'ont jamais cessé de mener, déjà bien avant la mise en place de ce dispositif, et chaque fois que des disparitions ont été signalées par les familles concernées. »

Il nous serait utile de connaître le nombre précis de plaintes déposées auprès de ces bureaux ainsi que le suivi dont elles ont pu bénéficier. Quelle procédure suivent ces bureaux dans le traitement de chaque

cas ? Auprès de qui les plaignants peuvent-ils s'adresser pour connaître la suite donnée à leur dossier ? En dehors de ces juridictions, existe-t-il actuellement d'autres procédures à la disposition des citoyens pour signaler les cas de « disparitions » ?

Le rôle de la Commission Nationale Consultative pour la Promotion et la Protection des Droits de l'Homme. En mars 2001, selon un quotidien algérien, le Président Bouteflika aurait chargé la nouvelle Commission Nationale Consultative pour la Promotion et la Protection des Droits de l'Homme (CNCPPDH) de régler le problème des « disparus » (Voir l'article de *El-Watan* daté du 11 décembre 2001, « Un avocat chargé du dossier des disparus »). Dans un article daté du 28 février 2002, le quotidien *El-Moudjahid* révélait que l'ancien Observatoire National des Droits de l'Homme (ONDH) aurait transmis 4 670 dossiers à la CNCPPDH. Est-ce le total des cas soumis à l'ONDH ? Parmi ces dossiers, combien exigent encore des enquêtes et combien sont élucidés ?

Pourriez-vous nous renseigner sur les moyens dont la commission dispose pour traiter ces cas ? Vous n'êtes pas sans savoir que l'ONDH n'était qu'une simple courroie de transmission entre les familles des disparus et les autorités concernées et qu'il n'avait aucun pouvoir d'investigation ou d'injonction. La CNCPPDH a-t-elle des prérogatives plus étendues ?

7. Le rôle du gouvernement dans l'éclaircissement des cas de personnes enlevées par des groupes armés. Nous souhaiterions connaître le nombre de cas recensés de personnes enlevées par des groupes armés, depuis 1992, ainsi que le nombre de personnes portées "disparues" à ce jour, dans cette catégorie.

La presse algérienne a rapporté, à maintes reprises, la découverte de charniers dans lesquels des groupes armés auraient disposé de leurs victimes. On peut citer, à titre d'exemple, un charnier découvert aux abords de Mascara et un sur les monts de Tiaret (selon *La Libre Algérie*, le 10-24 avril 2000 et *Le Matin*, le 29 mars 2000), un dans les forêts entourant Boumerdès (*El-Khabar*, le 28 mars 2000), un dans Oued Allel (*Essahafa*, le 20 juillet 1999), un dans un village près de Djelfa (*Liberté*, le 20 Mai 1999), à Haouch Vallonni (ou Haouch Sbihi Mohamed), dans la commune de Larbâa (*El-Watan* et *La Nouvelle République*, le 12 mai 1999), à Ouled Allel (*Liberté*, le 21 Février 1999) et à Haouch Hafiz, dans la région de Meftah (*La Tribune* et *El-Watan*, le 26 novembre 1998).

Dans les cas où des cadavres ont été retrouvés, quelles enquêtes ont été menées par les autorités afin d'identifier les corps et déterminer qui étaient les responsables de ces actes ? Quelles mesures ont été prises par les autorités concernées afin d'impliquer les proches des personnes enlevées dans le processus d'identification des cadavres ? Selon Somoud, une organisation non-gouvernementale algérienne qui regroupe des parents de personnes enlevées par des groupes armés, « des charniers ont été découverts et des cadavres ont été exhumés sans que les familles concernées ne soient informées » (Extrait d'une analyse préparée par le collectif d'avocats de Somoud, en 2001).

Somoud prétend également que les repentis reviennent du maquis « sans que les informations qu'ils détiennent ne soient exploitées. » (Extrait de la même analyse citée ci-dessus, préparée par le collectif d'avocats de Somoud). M. Ali Mrabet, fondateur de Somoud, relate qu'un Islamiste incarcéré aurait précisé le lieu où les deux frères d'Ali, Aziz et Merzak Mrabet, enlevés en 1995 et portés « disparus » depuis lors, seraient enterrés. La famille Mrabet a déposé une plainte civile, le 28 septembre 1998, auprès du tribunal de Boufarik et n'a cessé, en vain, de demander que la justice accepte de vérifier ces informations et exhume les corps. Ali Mrabet a adressé une lettre à vos soins à ce sujet en février 2000

(ci-joint, Annexe 4). Pouvez-vous nous répondre quant au traitement de la revendication de la famille Mrabet, qui, selon M. Ali Mrabet, n'a toujours pas été satisfaite ?

Le Groupe de Travail de l'ONU sur les Disparitions Forcées et Involontaires. Comme vous devez en être informé, bien que le Groupe de Travail de l'ONU sur les Disparitions Forcées et Involontaires ait exprimé, en août 2000, sa volonté de se rendre en Algérie, il n'a toujours pas reçu d'invitation officielle. Quelle est la position actuelle des autorités algériennes sur la venue éventuelle de ce groupe de travail ?

Par ailleurs, selon le rapport du groupe remis à la Commission de Droits de l'Homme, le 18 décembre 2000 (Extrait ci-joint, Annexe 5), vous avez informé ce groupe qu'une personne portée disparue avait été localisée dans une prison. Pourriez vous avoir l'amabilité de nous révéler le nom de cette personne ainsi que le lieu de sa détention ?

Afin de permettre l'inclusion dans notre rapport de toutes les informations pertinentes, nous vous serions grandement reconnaissants de faire la lumière sur nos questions et nous fournir toute autre information que vous jugeriez pertinente, avant le 27 juin 2002.

Nous nous tenons à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire.

Nous vous remercions d'avance de l'attention que vous ne manquerez pas de porter à nos requêtes. Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions de recevoir, Monsieur le Ministre de la Justice, l'expression de notre considération la plus distinguée.



Hanny Megally
Directeur Exécutif de la division Moyen-Orient et Afrique de Nord

Cc : Larbi Belkheir, chef de cabinet de la Présidence
Yazid Zerhouni, Ministre de l'Intérieur
Idriss Jazairy, Ambassadeur d'Algérie auprès des Etats-Unis d'Amérique
Farouk Ksentini, Président de la Commission Nationale Consultative pour la Promotion et la Protection des Droits de l'Homme

Pièces jointes :

- (1) Liste remise à HRW par le Ministère de la Justice, en mai 2000.
- (2) Extrait du rapport HRW de 1998 sur les disparitions en Algérie.
- (3) Extrait du rapport du membre du parlement européen, Mme Helène Flautre.
- (4) Lettre adressée au Ministre de la Justice par M. Ali Mrabet en février 2000.
- (5) Extrait du rapport du Groupe de Travail de l'ONU sur les Disparitions Forcées et Involontaires.